



**Fédération Nationale de l'Enseignement , de la Culture
et de la Formation Professionnelle FORCE OUVRIERE**

- Coordination des sections fédérales de l'Académie de Montpellier -

**UD FO – Maison des syndicats
474 allée Henri II de Montmorency 34000 Montpellier
Tel : 06 87 84 96 02
Mail : fnecfp-fo.acamontp@orange.fr**

Madame la Directrice Académique

Mesdames et messieurs les membres du CSA départemental,

Profitant des congés, le premier ministre Bayrou a présenté son budget 2026, une attaque sans précédent contre nos droits, nos acquis sociaux, nos conditions de travail et les services publics avec 44 milliards d'économie sur le dos des salariés, des retraités, des chômeurs, des malades ... pendant que le budget militaire explose et que le gouvernement continue à verser des centaines de milliards d'aide publique aux entreprises.

Attaques contre les jours fériés, les congés payés, les arrêts maladie, le remboursement de soins, l'assurance chômage, le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités, suppressions de postes : ce budget Macron-Bayrou poursuit et amplifie toutes les politiques de destruction de la protection sociale et de nos services publics pour financer les armes et des guerres qui ne profitent qu'aux industriels. Nous rappelons la position de notre confédération FO : *« FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs. »* Pendant ce temps, un peuple entier se fait éradiquer à Gaza avec la complicité de notre gouvernement.

Cette rentrée scolaire est marquée par une dégradation de plus en plus intense des conditions de travail des personnels par :

- les 670 suppressions de postes ayant conduit à plus de 5000 fermetures de classes au niveau national qui se traduisent dans notre département par l'augmentation de classes surchargées en conséquence des 71 fermetures décidées en février dont les 33 écoles sous surveillance sont un des indicateurs .
- le manque de personnels qu'ils soient remplaçants, AESH, enseignants spécialisés, psychologues et médecins scolaires, un rapport sénatorial vient de confirmer l'état désastreux du remplacement dans les écoles : le nombre de journées non remplacées a augmenté de 49% entre 2018 et 2024 !
- les refus massifs de temps partiel, plaçant les personnels dans des situations sociales ou médicales extrêmement difficiles
- le manque de places en établissements spécialisés que plus personne ne conteste et qui provoque la multiplication de situations difficiles, parfois violentes et maltraitantes dont souffrent les élèves les enseignants et les AESH.
- des mesures en cascade pour restreindre la liberté pédagogique des enseignants et transformer les directeurs en « sous IEN » surchargé de tâches et de responsabilités
- les 2 années supplémentaires de travail imposées pour partir en retraite qui épuisent des personnels déjà usés et parfois malades.

C'est sur ce terrain que tombe le budget Bayrou et ses économies ciblées sur la population, les services publics en général, dont l'école publique. La réaction ne s'est pas faite attendre : voilà qu'en plein été a émergé un appel citoyen à bloquer ce budget de guerre avec la date du 10 septembre. Il rejoint les revendications les plus urgentes de la FNEC FP FO pour qui seule compte leur satisfaction :

- **abandon du budget Macron Bayrou**
- **abrogation de la réforme des retraites**
- **augmentation du point d'indice**
- **pas un euro pour la guerre**

Nous refusons que l'école publique et ses personnels soient sacrifiés plus longtemps sur l'autel des budgets de guerre, Nous réaffirmons donc :

- **annulation des fermetures de classes et création de tous les postes nécessaires y compris dans l'enseignement spécialisé et la santé scolaire**
- **un statut de fonctionnaire pour les AESH**

La confédération FO a ainsi déposé un préavis de grève pour le mois de septembre ; quant à la FNEC FP FO, elle appelle à la mobilisation le 10 septembre et à réunir les collègues pour décider de la grève.

A ne jamais écouter les revendications portées par FO, le ministère de l'Education Nationale et le gouvernement portent une responsabilité majeure dans la situation actuelle.